

L'AFGHANISTAN RENOUVE AVEC LA SPIRALE DE LA VIOLENCE

Les talibans multiplient les attentats-suicides

L'Afghanistan s'enlise dans une spirale de violence qui atteint des proportions rarement égalées depuis le renversement du régime des talibans. Les kamikazes de différentes nationalités ont adopté une nouvelle stratégie : les attentats-suicides qui se sont multipliés depuis le déclenchement de l'opération Mountain Fury. Selon les Nations unies, 91 attaques-suicides ont été menées cette année en Afghanistan, faisant quelque 170 morts civils et une vingtaine de tués parmi les militaires afghans et étrangers. Les 3000 militaires de la coalition déployée dans cinq provinces de l'est font régulièrement face à des attaques de plus en plus meurtrières. Dès demain, la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'Otan (Isaf) sera étendue à tout le pays. Les analystes ne s'attendent pas à ce que ce déploiement réussisse à rétablir le calme. Pas plus tard qu'hier, un attentat-suicide a visé un convoi de l'Otan près de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, sans faire de victime parmi les militaires. Selon la police locale et la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'Otan « il y a eu un attentat-suicide à la moto piégée. Il n'y a pas eu de victime parmi l'Isaf mais un jeune garçon afghan avait été blessé. Ces deux nouveaux décès portent à 56 le nombre de militaires américains tués cette année en Afghanistan, selon le département américain de la Défense, sur une centaine de soldats étrangers. En l'espace de 24 heures, plusieurs attentats ont été signalés dans différentes régions du pays. Quatre soldats afghans ont trouvé la mort lundi suite à l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule dans la province de Paktia au sud-est. La veille, cinq civils ont été tués de manière identique à Musa Qala, dans la province d'Helmand au sud. Plus au sud dans la même province, deux talibans ont ouvert le feu sur une patrouille de la police à Gereshk. Deux policiers ont été tués et deux blessés, tandis que les assaillants ont pris la fuite. A Nawzad, toujours dans la province d'Helmand, trois talibans ont été tués et deux blessés lors d'un échange de coups de feu avec une patrouille conjointe de l'armée afghane et de l'Otan.

C'est dans ce contexte que l'Otan s'apprête à étendre son contrôle sur tout le territoire afghan. L'Otan va prendre dès demain le commandement des opérations dans l'est de l'Afghanistan, seule région encore sous l'autorité de la coalition dirigée par les Etats-Unis. Le haut représentant civil de l'Otan, Daan Everts, a expliqué que « la plupart des forces américaines opérant à présent sous leur propre commandement dans l'est rejoindront l'organisation globale de l'Isaf et feront partie du commandement unifié de l'Isaf » sans préciser quelle proportion des 20.000 militaires américains serait concernée. Beaucoup d'analystes commencent à douter de la « victoire » tant promise par la coalition. Des commentateurs américains parlent même de défaite, obligeant le président américain à sortir de sa réserve. George W. Bush a reconnu vendredi que la coalition avait subi des revers en Afghanistan, notamment dans la formation des policiers. Il s'en est pris violemment aux personnes qui affirment qu'en « combattant le terrorisme, nous allons rendre le pays moins sûr. Cet argument reprend la propagande de l'ennemi selon laquelle les terroristes nous attaquent parce que nous les provoquons », a-t-il lancé devant l'Association des officiers réservistes.

N. I.

MOHAMED SIDATI DENONCE L'INFLUENCE NEGATIVE DE PARIS SUR RABAT

«Pas de partenariat franco-maghrébin sur la dépouille du peuple sahraoui»

Le ministre sahraoui délégué pour l'Europe a réitéré, lundi soir, le rejet de son gouvernement «de toutes négociations directes» avec le Maroc. Mohamed Sidati considère que cette initiative qui vise à sortir le conflit de l'impasse est une «manœuvre» inspirée par la France et l'Espagne.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Des rumeurs persistantes font état de négociations directes entre les deux parties au conflit. Cette initiative est présentée comme étant l'unique solution pour sortir de l'impasse. Le gouvernement sahraoui rejette ce qu'il considère être une manœuvre et refuse de tomber dans ce piège car cette formule le ferait sortir du sentier tracé par le droit international, occulterait le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et enterrerait le droit légitime à l'indépendance du Sahara occidental», a déclaré Mohamed Sidati lors d'une conférence de

qui ont eu lieu par le passé et abouti à une série d'accords. «L'unique solution pour une sortie de crise consiste en la stricte application de ces accords». Interrogé sur l'éventualité d'un éventuel changement de position de la France vis-à-vis du conflit au Sahara occidental suite aux prochaines élections présidentielles, Mohamed Sidati a fait montre d'un certain pessimisme. «Nous ne pouvons nous attendre à pire, quelle que soit la couleur du régime français. L'attitude de la France est le nœud gordien du conflit au Sahara occidental. La stabilité dans la région passe par un règlement définitif du conflit sur la base du droit international. Pas de partenariat franco-maghrébin sur la dépouille du peuple sahraoui. Nous adressons toutefois un

message de paix pour qu'il y ait une révision de la position de la France.» Le responsable sahraoui a également dénoncé l'attitude des Nations unies, institution censée garantir la stricte application des résolutions devant permettre l'organisation du référendum d'autodétermination. Là encore, il a réfuté l'idée d'un changement de position des Nations unies après le départ de Kofi Annan, son actuel secrétaire général. «La question sahraoui n'est pas liée au secrétaire général de l'ONU», dira-t-il à ce propos. Pour Sidati, le prochain rapport de Kofi Annan, qui est attendu pour la fin de ce mois, pourrait être plus «crédible» comparativement à celui du mois d'avril dernier. «Il a besoin de partir en beauté», a ironisé le ministre

sahraoui. Mohamed Sidati a par ailleurs dénoncé la politique répressive imposée par les forces coloniales marocaines dans les territoires sahraouis occupés par le Maroc. A ce sujet, il relèvera le retard dans la publication du rapport de la commission des droits de l'homme de l'ONU dépechée au printemps dernier dans ces territoires. «Les quelques éléments d'information en notre disposition indiquent que ce rapport est plus qu'accablant pour les autorités coloniales. D'où le retard dans sa publication par les Nations unies, car il semblerait que le Maroc fasse actuellement pression sur cette institution. Pour notre part, nous exigeons la publication intégrale de ce rapport dans les plus brefs délais.»

T. H.

CRISE DU NUCLEAIRE

La France invitée par l'Iran à contrôler l'enrichissement de son uranium

Pour sortir de la crise dans laquelle se débat l'Iran depuis 4 ans face aux menaces des grandes puissances atlantistes qui lui déniaient le droit de poursuivre son programme d'enrichissement de l'uranium, Téhéran, nous apprend France Info, propose que la France assure, sur le sol iranien, le contrôle de cet enrichissement.

C'est Mohamed Saadi, le directeur adjoint de l'Agence de l'énergie atomique, qui a déclaré à Renault Bernard, l'envoyé spécial de France Info : «Pour pouvoir parvenir à une solution nous venons d'avoir une idée. Nous proposons à la France de créer un consortium pour la production en Iran d'uranium enrichi. Ainsi la France, au

travers des sociétés Eurodif et Areva, pourra contrôler d'une façon tangible nos activités.» Ainsi, Téhéran veut totalement rassurer sur l'utilisation à des fins civiles exclusives de son programme nucléaire. Cette toute nouvelle proposition pourrait être présentée par l'Iran à la réunion prochaine de négociation Iran-Europe sur le sujet. Jusqu'à hier, la France n'a pas réagi à cette offre iranienne. Depuis 2002, les Etats-Unis accusent l'Iran de chercher à se doter de l'arme atomique en violation du Traité de non-prolifération nucléaire. Ils cherchent désespérément à faire condamner l'Iran par le Conseil de sécurité, ce que les USA pourraient interpréter comme

un accord tacite d'intervention en Iran. S'ils y parvenaient, les Etats-Unis, observent certains analystes, pourraient assurer le contrôle militaire par Washington de la rive Est et de la rive Sud de la Caspienne et surtout de leurs réserves pétrolières et gazières, qui constituent les deuxièmes réserves dans le monde. Les Etats-Unis, pour rappel, ont déjà pris le contrôle militaire d'une partie du bassin de la Caspienne et du couloir permettant de relier cette zone à l'océan Indien (Afghanistan, Pakistan). Ils ont également pris le contrôle militaire de l'essentiel du Golfe (Arabie saoudite, Irak). A la fin de cette opération, Washington pourrait donc être le maître des principales

De notre bureau de Paris, K. Baba-Ahmed

zones d'exploitation actuelles d'hydrocarbures et des principales réserves restant à exploiter.

La proposition qui vient d'être faite par l'Iran à la France qui pourrait débloquent la situation en mettant sous tutelle le programme d'enrichissement, non seulement permet à l'Iran de poursuivre son programme nucléaire (condition mise par l'Iran à toute négociation) mais torpiller les Etats-Unis qui ne pourraient mettre en œuvre leurs véritables visées. Encore faut-il que la France en particulier et l'Europe, plus globalement, acceptent cette proposition.

K. B.-A.

SOUTENU PAR LES CINQ MEMBRES PERMANENTS

DU CONSEIL DE SECURITE

Le Sud-Coréen Ban Ki-moon favori pour succéder à Kofi Annan

Le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Ban Ki-moon, est pressenti pour succéder au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) sortant, le Ghanéen Kofi Annan. Le dernier vote blanc organisé lundi dernier par le Conseil de sécurité n'a vu aucune opposition pour la candidature du Sud-Coréen qui était le seul des six postulants à ne s'être vu opposer aucun veto. Ban Ki-moon a en effet recueilli lundi 14 voix pour et une abstention. Il a reçu le soutien des cinq membres permanents du Conseil de sécurité disposant d'un droit de veto, à savoir la Grande-Bretagne, la Chine, la France, la Russie et les Etats-Unis.

Les ambassadeurs des 15 Etats membres du Conseil étaient invités également à choisir parmi sept prétendants à la succession de Kofi Annan, dont le mandat, le second, expire le 31 décembre. L'élection officielle du huitième secrétaire général de l'ONU devrait se dérouler le 9 octobre prochain. L'assemblée générale des 192 pays membres devrait entériner la recommandation du Conseil de sécurité. Dans un entretien accordé hier aux agences de presse, Ban Ki-moon s'est déclaré «ravi» des résultats du vote au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. «Je

suis ravi des résultats du vote mais, en même temps, je me sens grandement accablé par la responsabilité», a-t-il déclaré. Le probable 8^e secrétaire général des Nations unies, âgé de 62 ans, a assuré dans un entretien à l'AFP, pouvoir «combrer le fossé» avec les Etats-Unis tout en poussant à une réforme de l'Organisation. Une réforme qui lui placera en première position des dossiers à traiter. «Le dossier le plus urgent à traiter concerne la réforme du mode de gestion» de l'ONU en soulignant l'importance du développement humain et de la promotion des droits de l'homme à même de garantir «paix et stabilité». Né le 13 juin 1944, M. Ban a obtenu un diplôme en relations internationales à l'université de Séoul en 1970, ainsi qu'une maîtrise en administration publique à l'université de Harvard en 1985. Il a été en poste en Inde, puis en Autriche, à l'ONU et aux Etats-Unis, avant d'être nommé aux Affaires étrangères en janvier 2004. Pendant sa campagne, certains médias ont affirmé que Séoul avait tenté d'acheter son élection en fournissant une aide à certains pays en développement. La semaine dernière, le ministre des Affaires étrangères a fermement démenti ces accusations. Ses services ont assuré que la

décision de leur apporter une aide avait été prise avant même le dépôt de sa candidature. Pour rappel, six autres candidats sont en lice pour le poste de secrétaire général de l'ONU. Il s'agit de l'Indien Shashi Tharoor, secrétaire général adjoint de l'ONU, de la présidente de Lettonie, Vaira Vike-Freiberga, du Premier ministre adjoint du gouvernement thaïlandais déchu, Surakiat Sathirathai, du prince jordanien Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini et enfin l'universitaire afghan Ashraf Ghani. Dans le sillage de cette course à la succession du secrétaire général de Kofi Annan, une crise diplomatique couve entre la Jordanie et le Qatar.

Amman envisageant de prendre des mesures de «rétorsion» contre Doha qu'elle accuse d'avoir œuvré contre le candidat jordanien. «La Jordanie envisage de prendre des mesures diplomatiques de rétorsion contre le Qatar», a indiqué hier à l'AFP sous le couvert de l'anonymat un haut responsable jordanien, qui n'a pas précisé ces mesures. D'autres responsables jordaniens interrogés par l'AFP n'ont pas exclu que la Jordanie rappelle son ambassadeur à Doha.

Lotfi Mérad et agences